

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 09

Objet de la délibération : Direction de la
Cohésion Sociale - Thématique santé -
Attribution de subventions aux
associations pour 2019

<div><div><input checked="" type="checkbox"/></div>Original</div> <div><div><input type="checkbox"/></div>Expédition certifiée conforme à l'original</div> <div>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</div> <div>Stéphane PINTRE</div>

N° Enregistrement : BC.2019.079

Date de la convocation :
Le 14/05/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 5 JUIN 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 3 JUIN 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne PAVAN SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 20 mai 2019

L'an deux mil dix-neuf et le 20 mai à 09h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaïne DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérard LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003 d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire.

De plus, la loi de programmation pour la Ville et la Cohésion urbaine en date du 21 février 2014 a élargi la compétence des communautés d'agglomération à la gouvernance du Contrat de Ville. Ce transfert de compétences a entraîné notamment le transfert de l'ensemble des subventions dont bénéficient les associations intervenant sur la thématique « Santé », exclusivement sur le territoire prioritaire de la commune de Vallauris Golfe Juan.

Dans ce cadre, la C.A.S.A. apporte ainsi une aide sous forme de subventions à un certain nombre d'associations œuvrant sur ce territoire.

A cette fin, un appel à projets a été lancé en fin d'année 2018 pour recueillir les différentes demandes de subvention. Après étude des dossiers, et dans la limite de l'enveloppe prévue au budget primitif 2019, il est proposé de procéder à l'attribution d'une subvention aux associations suivantes :

- ALFAMIF
- FONDATION D'AUTEUIL

La Fondation d'Auteuil qui a repris les activités de l'association ALC ADRAFOM poursuit l'action qui consiste à la mise en place d'un Point écoute préventif qui vise à prendre en charge la souffrance psychique des publics jeunes et adultes du quartier prioritaire.

L'association ALFAMIF gère le Pôle « santé solidarité » et facilite l'accès aux droits et aux soins des publics en situation de précarité sur la Commune de Vallauris.

De même, l'animation d'un atelier Santé-Ville sur la Commune de Vallauris permettra, à l'issue d'un diagnostic de territoire mené par l'association ALFAMIF, de construire un programme d'actions en faveur de la prévention des risques santé particulièrement prégnants sur le quartier prioritaire (problème d'addictions, de nutrition, etc.)

Considérant que par délibération du 14 avril 2014 et conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention à recevoir ou à accorder dès l'instant où les crédits figurent au budget de la Communauté ;

Compte tenu des missions réalisées sur le territoire communautaire, une convention détaillée fixant à chaque association des objectifs quantitatifs et qualitatifs annuels est jointe à ce projet de délibération afin de permettre au Bureau Communautaire de délibérer sur la subvention 2019 à attribuer et prendra en compte les résultats financiers et d'activité 2018 ;

Considérant que les actions « Santé » menées par les associations ALFAMIF et FONDATION d'AUTEUIL, dans le cadre du Contrat de Ville intercommunal, entrent dans le cadre des compétences confiées à la Communauté d'Agglomération ;

Considérant l'intérêt que représentent ces actions pour la communauté en raison du caractère essentiel des projets ;

Vu l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019 ;

Vu les crédits qui figurent au Budget Primitif de l'année 2019 ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention aux associations ALFAMIF et FONDATION D'AUTEUIL selon la répartition suivante :

FONDATION D'AUTEUIL – Point écoute préventif (QPV Vallauris)	4 000 €
ALFAMIF – Pôle santé solidaire (QPV Vallauris)	9 500 €
ALFAMIF – Animation et coordination de l'atelier santé ville (QPV Vallauris)	1 500 €
Total	15 000 €

- d'approuver les termes des conventions de participation financière entre les associations suscitées et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont les projets sont joints en annexe,
- d'autoriser Madame la vice-présidente déléguée à la politique de la ville à signer lesdites conventions et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la dépense sur le Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal – fonction « 523 » ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'octroyer une subvention aux associations ALFAMIF et FONDATION D'AUTEUIL selon la répartition suivante :

FONDATION D'AUTEUIL – Point écoute préventif (QPV Vallauris)	4 000 €
ALFAMIF – Pôle santé solidaire (QPV Vallauris)	9 500 €
ALFAMIF – Animation et coordination de l'atelier santé ville (QPV Vallauris)	1 500 €
Total	15 000 €

- d'approuver les termes des conventions de participation financière entre les associations suscitées et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont les projets sont joints en annexe,
- d'autoriser Madame la vice-présidente déléguée à la politique de la ville à signer lesdites conventions et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la dépense sur le Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal – fonction « 523 » ; budget de la Direction de la Cohésion Soci

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 20 mai 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION A.L.F.A.M.I.F. – Action « Atelier de santé ville »

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET

L'association dénommée Association pour le Logement, la Formation, l'Aide Médicale aux Isolés et Familles – A.L.F.A.M.I.F. régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de précarité au regard du logement, par un hébergement temporaire et un accompagnement socio-éducatif, l'accès aux droits et aux soins pour les publics les plus en difficulté, dont le siège social est situé 3 avenue du Midi – 06220 GOLFE JUAN, représentée par Monsieur Jean-Pierre BUFFA agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **A.L.F.A.M.I.F.**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville. La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, A.L.F.A.M.I.F. développe des actions d'hébergement d'urgence et de santé préventive.

Dans ce cadre, il est prévu que l'association reprenne l'animation d'un atelier Santé-Ville sur la commune de Vallauris. Les objectifs de cet atelier sont de :

- Réduire les inégalités en matière de santé pour les publics en situation de précarité habitant le quartier prioritaire de la commune,
- Améliorer la connaissance de l'offre de santé sur le territoire,
- Evaluer les besoins en matière de santé,
- Mettre en place des actions de préventions adaptées à ces besoins,
- Coordonner les partenaires afin d'apporter une offre différenciée et adaptée.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association A.L.F.A.M.I.F. s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, l'animation d'un Atelier Santé-Ville ;

Cette mission doit d'abord se matérialiser par la réalisation d'un diagnostic concerté sur les questions de santé ;

L'association mettra en œuvre une démarche participative déclinée en plusieurs étapes :

- Elaboration d'un questionnaire à destination des partenaires de santé,
- Rencontres des partenaires et recueil des données exprimées,
- Elaboration d'un questionnaire à destination d'un public cible,
- Recueil de l'avis des personnes, de leurs besoins, des freins rencontrés,
- Analyse des données recensées et élaboration du diagnostic sur la base duquel, dès 2020, des actions de sensibilisations devront être menées sur le territoire considéré.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement A.L.F.A.M.I.F. pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2019.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 25 000 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'association A.L.F.A.M.I.F. reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 1 500 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan annuel** de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

A.L.F.A.M.I.F. s'engage à fournir et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Récoltes des informations pour le diagnostic santé :
 - Nombre de questionnaires recueillis pour les partenaires santé
 - Nombre de questionnaires recueillis pour le public cible
- Méthode participative pour le diagnostic santé :
 - Nombre de réunions avec les partenaires
- Production d'une synthèse écrite sur le diagnostic des besoins santé pour le territoire de Vallauris-Golfe Juan faisant apparaître un focus sur les habitants issus du quartier prioritaire de la commune

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville et par A.L.F.A.M.I.F.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

A.L.F.A.M.I.F. s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'Association A.L.F.A.M.I.F. remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2020.
- Si l'association A.L.F.A.M.I.F. est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ A.L.F.A.M.I.F. devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association A.L.F.A.M.I.F., et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

A.L.F.A.M.I.F. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

A.L.F.A.M.I.F. et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion Sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association A.L.F.A.M.I.F s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association A.L.F.A.M.I.F.,

Pour la CASA,
Pour le Président,
La Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville

Jean-Pierre BUFFA

Michelle SALUCKI

Commission: 1500€

Alfamif

Atelier Santé ville?

5. Budget de l'association

Année 20.... ou exercice du au

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	

¹ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

² L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

6. Projet – Objet de la demande

Remplir une « rubrique 6 - Objet de la demande » (3 pages) par projet

Votre demande est adressée à la politique de la ville ? ☒

☒ Dans le cadre d'un contrat de la ville (précisez lequel) : 06 - CA de Sophia Antipolis

☐ Hors contrat de la ville

Intitulé :

ATELIER SANTÉ VILLE

Objectifs

Objectifs généraux :

Réduire les inégalités en matière de santé pour les publics en situation de précarité habitant sur les quartiers prioritaires de la commune de VALLAURIS.

Améliorer la connaissance de l'offre en matière d'accès aux soins et à la santé sur le territoire.

Evaluer les besoins en matière de santé sur le territoire.

A partir de ces connaissances, et des manques recensés, mettre en place des actions de prévention.

Objectifs opérationnels :

Recenser les besoins spécifiques de la population en matière de santé sur la ville de VALLAURIS en questionnant directement les intéressés.

Réaliser un état des lieux de l'offre en matière de santé et le mettre en corrélation avec les besoins, analyser l'accessibilité aux soins et aux services sanitaires et médico-sociaux en mobilisant les connaissances des acteurs sur le territoire.

A partir du diagnostic réalisé et courant 2020 :

Cibler les actions de sensibilisation à mettre en place au regard des besoins recensés.

Coordonner les partenaires afin d'apporter une offre diversifiée et efficiente à ces besoins.

Description

L'Association ALFAMIF propose de mettre en œuvre l'Atelier santé ville sur le territoire de VALLAURIS (action qu'elle a déjà menée par le passé).

Le principe premier de l'action « Atelier santé ville » est de mettre en place une démarche participative dès l'élaboration du diagnostic santé. Cette démarche se décline en plusieurs étapes :

Réaliser un diagnostic partagé sur les actions santé sur le territoire de la ville de VALLAURIS :

-Élaboration d'un questionnaire à destination des partenaires

-Rencontre des partenaires, présentation de la démarche, recueil des données des partenaires

-Élaboration d'un questionnaire à destination du public cible

-Recueil de l'avis des personnes sur leurs besoins, l'existant et les freins rencontrés. Cette étude sera menée à partir du Pôle santé solidarité à savoir au sein des locaux, avec le public accueilli mais aussi les usagers des actions partenaires (CCAS, MSD, autres associations...).

-Analyse des données recensées et élaboration du diagnostic

Mettre en place des actions de prévention et d'accès à la santé en mobilisant les acteurs et partenaires du champ sanitaire, social et médico social :

-Mobiliser et animer le partenariat afin de tisser un réseau d'acteurs autour de la prévention et de l'accès aux soins par des rencontres régulières visant à faciliter l'inter connaissance, les orientations du public etc.

-Mutualiser, articuler les moyens existants afin de favoriser l'accès aux droits et aux soins et de renforcer les dispositifs existants.

-Renforcer les connaissances des différents acteurs : connaissance de l'évolution des besoins du public, connaissance des programmes nationaux, des campagnes nationales de prévention, des gestes favorisant la santé, des outils existant grâce à la mise en place d'un réseau de communication spécifique à la santé.

-Faciliter l'orientation vers le soin pour des problématiques touchant davantage les publics en situation de précarité (souffrance psychique, addictions par exemple) par le biais de la formation : information sur les colloques, formations, journées organisées par les réseaux et par des temps de formation sensibilisation, études de cas animées par les acteurs du territoire.

Bénéficiaires : caractéristiques sociales, dans le respect des valeurs d'égalité et de fraternité de la République (ouverture à tous, mixité, égalité femmes-hommes, non-discrimination), nombre, âge, sexe, résidence, participation financière éventuelle, etc.

Age : Tous âges

Sexe : Mixte

Territoire :

Veuillez préciser le(s) noms du(des) quartier(s) concerné(s) par le contrat de la ville :

Coeur De Ville - Hauts De Vallauris

Moyens matériels et humains (voir aussi les "CHARGES INDIRECTES REPARTIES" au budget du projet) :

	Nombre de personnes	Nombre en ETPT
Salarié (hors emplois aidés ou mis à disposition payante) l'action/projet	3	0,45
Adultes-Relais (AR)		
Postes Fonjep		
Autres emplois aidés		
Volontaires ou stagiaires indemnisés	1	0,8
Personnel mis à disposition "payante"		
Bénévoles		
Volontaires en service civique		
Personnel mis à disposition « gratuite »		

Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ? ☐ oui ☒ non
Si oui, combien (en ETPT) : 0

Date ou période de réalisation : du (le) 01/02/2019 au 31/12/2019

Evaluation : Indicateurs proposés au regard des objectifs ci-dessus

Indicateurs quantitatifs

X Nombre de réunions avec les partenaires

Nombre d'actions mises en place en réseau

Nombre d'actions par public

Nombre de réunions intermédiaires avec les partenaires financeurs sur la validation du calendrier, l'avancement de l'action, les étapes clé.

Indicateurs qualitatifs

Participation des partenaires au diagnostic

Participation du public au diagnostic

Bilans inter-partenariaux

Impacts observés

Atouts/faiblesses, perspectives

⁴ Sont comptabilisés ici comme emplois aidés tous les postes pour lesquels l'organisme bénéficie d'aides publiques : contrats d'avenir, contrats uniques d'insertion, conventions adulte-relais, emplois tremplin, postes FONJEP, etc.

7. Budget^s du projet

Année 2019

CHARGES	RESSOURCES
<u>60 - Achats 0,00 €</u> Prestations de services..... 0,00 € Achats matières et fournitures..... 0,00 € Autres fournitures..... 0,00 €	<u>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services 0,00 €</u> Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services..... 0,00 €
<u>61 - Service extérieurs 0,00 €</u> Locations..... 0,00 € Entretien et réparation..... 0,00 € Assurance..... 0,00 € Documentation..... 0,00 €	<u>73 - Dotations et produits de tarification 0,00 €</u> Dotations et produits de tarification.. 0,00 €
<u>62 - Autres services extérieurs 600,00 €</u> Rémunérations intermédiaires et honoraires.... 0,00 € Publicité, publication..... 0,00 € Déplacements, Missions..... 600,00 € Services bancaires, autres..... 0,00 €	<u>74 - Subventions d'exploitation 25 000,00 €</u> Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités..... 23 000,00 € POLITIQUE-VILLE-06-ALPES-MARITIMES 23 000,00 € Conseil-s Régional(aux)..... 0,00 € Conseil-s Départemental (aux)..... 0,00 € Communautés de communes ou d'agglomérations..... 2 000,00 € 06-CA SOPHIA ANTIPOLIS 2 000,00 € Commune(s)..... 0,00 € Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)..... 0,00 € Fonds européens (FSE, FEDER, etc.) 0,00 € L'agence de services et de paiement (emplois aidés).... 0,00 € Aides privées (fondation)..... 0,00 € Autres établissements publics..... 0,00 €
<u>63 - Impôts et taxes 0,00 €</u> Impôts et taxes sur rémunération.... 0,00 € Autres impôts et taxes..... 0,00 €	<u>75 - Autres produits de gestion courante 0,00 €</u> 756.Cotisations..... 0,00 € 758.Dons manuels - Mécénat..... 0,00 € 750.Autres produits de gestion courante..... 0,00 €
<u>64 - Charges de personnel 24 400,00 €</u> Rémunération des personnels..... 24 400,00 € Charges sociales..... 0,00 € Autres charges de personnel..... 0,00 €	<u>76 - Produits financiers 0,00 €</u> Produits financiers..... 0,00 €
<u>65 - Autres charges de gestion courante 0,00 €</u> Autres charges de gestion courante. 0,00 €	<u>77 - Produits exceptionnels 0,00 €</u>
<u>66 - Charges financières 0,00 €</u> Charges financières..... 0,00 €	
<u>67 - Charges exceptionnelles 0,00 €</u> Charges exceptionnelles..... 0,00 €	
<u>68 - Dotation aux amortissements 0,00 €</u> Dotation aux amortissements..... 0,00 €	
<u>69 - Impôt sur les bénéfices (IS) : Participation des salariés</u>	

0,00 € Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés... 0,00 €	Produits exceptionnels..... 0,00 €
Charges indirectes 0,00 € Charges fixes de fonctionnement..... 0,00 € Frais financiers..... 0,00 € Autres charges indirectes..... 0,00 € Exédent prévisionnel (bénéfice)..... 0,00 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions 0,00 € Reprises sur amortissements et provisions..... 0,00 €
86 - Emplois des contributions volontaires en nature 0,00 € 860 - Secours en nature..... 0,00 € 861 - Mise à disposition gratuite de biens et services..... 0,00 € 862 - Prestations..... 0,00 € 864 - Personnel bénévole..... 0,00 €	79 - Transfert de charges 0,00 € Transfert de charges..... 0,00 € Ressources propres affectées au projet 0,00 € Insuffisance prévisionnel (déficit)..... 0,00 €
	87 - Contributions volontaires en nature 0,00 € 870 - Bénévolat..... 0,00 € 871 - Prestations en nature..... 0,00 € 875 - Dons en nature..... 0,00 €
Total des Charges 25 000,00 €	Total des ressources 25 000,00 €

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice

8. Informations annexes

Relatives aux subventions déjà perçues dans le cadre de la réglementation européenne relative aux aides d'Etat.

Si, et seulement si, l'association a déjà perçu au cours des trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) des subventions au titre d'un texte relevant de la réglementation européenne des aides d'Etat (de type : "Décision Almunia", "Règlement de minimis", "Régime d'aide pris sur la base du RGEC"...) renseigner le tableau ci-dessous :

Date de signature de l'acte d'attribution de la subvention (arrêté, convention)	Année(s) pour laquelle/ lesquelles la subvention a été attribuée	"Décision" européenne, "Règlement" ou "régime d'aide" européen à laquelle ou auquel il est fait référence le cas échéant, sur l'acte d'attribution de la subvention	Autorité publique ayant accordé la subvention	Montant

Pour plus d'informations sur la manière de remplir ce tableau, se reporter à la notice.



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION A.L.F.A.M.I.F. – Action « Pôle Santé Solidarité »

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET

L'association dénommée Association pour le Logement, la Formation, l'Aide Médicale aux Isolés et Familles – A.L.F.A.M.I.F. régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de précarité au regard du logement, par un hébergement temporaire et un accompagnement socio-éducatif, l'accès aux droits et aux soins pour les publics les plus en difficulté, dont le siège social est situé 3 avenue du Midi – 06220 GOLFE JUAN, représentée par Monsieur Jean-Pierre BUFFA agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **A.L.F.A.M.I.F.**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville. La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, A.L.F.A.M.I.F. développe des actions d'hébergement d'urgence et de santé préventive.

Dans ce cadre, il est prévu que l'association gère le Pôle Santé Solidarité de Vallauris visant à favoriser l'accès aux droits et aux soins des publics en situation de précarité et issus du quartier prioritaire.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, A.L.F.A.M.I.F. s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'accès au droit et aux soins.

Cette mission a pour objectif de :

- Favoriser l'accès à l'information ;
- Favoriser l'accessibilité à l'effectivité des droits et à l'offre de soins ;
- Soutenir et favoriser les actions d'accompagnement des publics précaires ;
- Développer des actions de réduction des risques chez les usagers de produits psychoactifs ;
- Favoriser les démarches de santé communautaires.

Cette mission est menée par une coordinatrice et 2 agents d'accueil qui orientent sur des professionnels dont les champs d'interventions sont la santé, l'accès aux soins et la prévention.

Il est notamment prévu la tenue de permanences quotidiennes d'accueil et d'orientation, animées par 2 agents d'accueil qui recevront le public, sans rendez-vous, pour toutes questions relatives aux démarches santé (arrêts de travail, indemnités journalières, droit à la CMU-C, remboursements Sécurité Sociale...).

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement A.L.F.A.M.I.F. pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2019.

En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 84 728 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'association A.L.F.A.M.I.F. reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 9 500 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan annuel** de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

A.L.F.A.M.I.F. s'engage à fournir et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Permanences d'accueil et d'orientation :
 - Nombre de passages,
 - Nombre de personnes différentes reçues,
 - Nombre de personnes issues du quartier prioritaire,
 - Nombre de personnes nouvelles,
 - Type de démarches,
 - Typologie du public accueilli et évolution (comparatif sur les 3 derniers exercices),
 - Nombre de personnes accompagnées physiquement vers des démarches d'accès aux droits et types de démarches.
- Actions de prévention :
 - Méthodologie de mise en place des ateliers,
 - Thématique des ateliers proposés,
 - Nombre de participants.
- Partenariat et permanences des partenaires :
 - Services orienteurs vers le pôle santé,
 - Type d'orientations effectuées vers les partenaires,
 - Nombre de personnes reçues par an, par partenaire.
- Bilans de santé :
 - Nombre de personnes ayant passé un bilan de santé,
 - Nombre de personnes entamant une démarche de soins post-bilan,
 - Pathologies repérées.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville et par A.L.F.A.M.I.F.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

A.L.F.A.M.I.F. s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
 - Plus particulièrement, l'Association A.L.F.A.M.I.F. remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
 - A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2020.
 - Si l'association A.L.F.A.M.I.F. est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.
- A.L.F.A.M.I.F. devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association A.L.F.A.M.I.F., et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

A.L.F.A.M.I.F. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

A.L.F.A.M.I.F. et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association A.L.F.A.M.I.F. s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association A.L.F.A.M.I.F.,

Pour la CASA,
Pour le Président,
La Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville

Jean-Pierre BUFFA

Michelle SALUCKI

Commission: 9500€

Alfamir TR Pôle Santé Solidarité 7

Descriptif de l'action, freins rencontrés, faits marquants de l'année, points forts.

Permanences d'accueil et d'orientation :

Nombre de passages, Nombre de personnes différentes, Nombre de personnes nouvelles, Type de démarches, Typologie du public accueilli et évolution (comparatif sur les trois derniers exercices), Secteur d'origine du public

Partenariat : Service orienteur vers le pôle santé, Type d'orientations effectuées vers les partenaires

Nombre de rencontres avec les partenaires

Actions de prévention :

Thématique abordée, Nombre de personnes ayant été sensibilisées aux actions de prévention

Bilans de santé:

Définition des phases relatives aux bilans de santé

Nombre de personnes sensibilisées, nombre d'inscrits, Nombre d'acheminements vers le centre d'examen, Nombre de personnes ayant passé un bilan de santé, Nombre de suivis post-bilan (phase aval), Nombre de RDV pris avec un spécialiste, nombre de démarches de soins réellement effectuées, nombre de demandes d'aides financières en lien avec la PFIDASS.

⁴ Sont comptabilisés ici comme emplois aidés tous les postes pour lesquels l'organisme bénéficie d'aides publiques : contrats d'avenir, contrats uniques d'insertion, conventions adulte-relais, emplois tremplin, postes FONJEP, etc.

7. Budget⁵ du projet

Année 2019

CHARGES	RESSOURCES
60 - Achats 5 064,00 € Prestations de services..... 1 609,00 € Diverses fournitures pour entretien des locaux Achat d'un PC d'occasion pour accompagner les personnes sur le site AMELI Achats matières et fournitures..... 2 680,00 € EDF, essence du véhicule Autres fournitures..... 775,00 € Fournitures administratives, nettoyage des bureaux...	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services 4 728,00 € Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services..... 4 728,00 € 73 - Dotations et produits de tarification 0,00 € Dotations et produits de tarification.. 0,00 € 74 - Subventions d'exploitation 80 000,00 € Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités..... 20 500,00 € POLITIQUE-VILLE-06-ALPES-MARITIMES 20 500,00 € Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités..... 30 000,00 € ARS-93-PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR 30 000,00 € Conseil-s Régional(aux)..... 0,00 € 93-PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR 0,00 € Conseil-s Départemental (aux)..... 0,00 € 06-ALPES-MARITIMES 0,00 € Communautés de communes ou d'agglomérations..... 0,00 € 06-CA SOPHIA ANTIPOLIS 0,00 € Communautés de communes ou d'agglomérations..... 9 500,00 € 06-CA SOPHIA ANTIPOLIS 9 500,00 € Commune(s)..... 0,00 € Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)..... 0,00 € CAF-06-ALPES-MARITIMES 0,00 € Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)..... 0,00 € CAF-06-ALPES-MARITIMES 0,00 € Fonds européens (FSE, FEDER, etc.) 0,00 € L'agence de services et de paiement (emplois aidés)..... 0,00 € Aides privées (fondation)..... 0,00 € Autres établissements publics..... 20 000,00 €
61 - Service extérieurs 12 921,00 € Locations..... 11 072,00 € Local, standard, photocopieur) quote part du crédit bail du véhicule (9%) Entretien et réparation..... 1 099,00 € Maintenance photocopieur et locaux Assurance..... 750,00 € Assurance local et quote part du véhicule Documentation..... 0,00 €	
62 - Autres services extérieurs 4 410,00 € Rémunérations intermédiaires et honoraires..... 1 815,00 € Quote-part expert comptable et commissaire aux comptes Publicité, publication..... 0,00 € Déplacements, Missions..... 432,00 € Services bancaires, autres..... 2 163,00 €	
63 - Impôts et taxes 2 229,00 € Impôts et taxes sur rémunération..... 2 229,00 € Autres impôts et taxes..... 0,00 €	
64 - Charges de personnel 57 931,00 € Rémunération des personnels..... 40 030,00 € Charges sociales..... 17 213,00 € Autres charges de personnel..... 688,00 €	
65 - Autres charges de gestion courante 0,00 € Autres charges de gestion courante 0,00 €	

66 - Charges financières 130,00 € Charges financières..... 130,00 €	CPAM
67 - Charges exceptionnelles 0,00 € Charges exceptionnelles..... 0,00 €	75 - Autres produits de gestion courante 0,00 € 756.Cotisations..... 0,00 € 758.Dons manuels - Mécénat..... 0,00 € 750.Autres produits de gestion courante..... 0,00 €
68 - Dotation aux amortissements 2 043,00 € Dotation aux amortissements..... 2 043,00 €	76 - Produits financiers 0,00 € Produits financiers..... 0,00 €
69 - Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés 0,00 € Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés... 0,00 €	77 - Produits exceptionnels 0,00 € Produits exceptionnels..... 0,00 €
Charges indirectes 0,00 € Charges fixes de fonctionnement..... 0,00 € Frais financiers..... 0,00 € Autres charges indirectes..... 0,00 € Exédent prévisionnel (bénéfice)..... 0,00 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions 0,00 € Reprises sur amortissements et provisions..... 0,00 €
86 - Emplois des contributions volontaires en nature 0,00 € 860 - Secours en nature..... 0,00 € 861 - Mise à disposition gratuite de biens et services..... 0,00 € 862 - Prestations..... 0,00 € 864 - Personnel bénévole..... 0,00 €	79 - Transfert de charges 0,00 € Transfert de charges..... 0,00 €
	Ressources propres affectés au projet 0,00 € Insuffisance prévisionnel (déficit)..... 0,00 €
	87 - Contributions volontaires en nature 0,00 € 870 - Bénévolat..... 0,00 € 871 - Prestations en nature..... 0,00 € 875 - Dons en nature..... 0,00 €
Total des Charges	Total des ressources
84 728,00 €	84 728,00 €

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice

8. Informations annexes

Relatives aux subventions déjà perçues dans le cadre de la réglementation européenne relative aux aides d'Etat.

Si, et seulement si, l'association a déjà perçu au cours des trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) des subventions au titre d'un texte relevant de la réglementation européenne des aides d'Etat (de type : "Décision Almunia", "Règlement de minimis", "Régime d'aide pris sur la base du RGEC"...) renseigner le tableau ci-dessous :

Date de signature de l'acte d'attribution de la subvention (arrêté, convention)	Année(s) pour laquelle/ lesquelles la subvention a été attribuée	"Décision" européenne, "Règlement" ou "régime d'aide", européen à laquelle ou auquel il est fait référence, le cas échéant, sur l'acte d'attribution de la subvention	Autorité publique ayant accordé la subvention	Montant

Pour plus d'informations sur la manière de remplir ce tableau, se reporter à la notice.

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION FONDATION D'AUTEUIL
Action « Point écoute préventif »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET

L'association dénommée FONDATION D'AUTEUIL régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant notamment pour but d'accueillir, garçons et filles en rupture familiale, sociale, scolaire ou dans un processus d'exclusion, d'assurer leur éducation pour les préparer à une insertion sociale, et dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Nicolas TRUELLE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **FONDATION D'AUTEUIL**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, FONDATION D'AUTEUIL développe des actions de prévention dans le domaine de la santé, notamment par la prise en charge de la souffrance psychique de publics fragilisés.

Dans ce cadre, il est prévu la mise en place d'un Point écoute préventif en direction des publics des quartiers prioritaires, à travers l'association Relais de Femmes (tous publics), la MSAP (Maison des Services au Public) des Hauts de Vallauris et du CCAS (bénéficiaires du RSA).

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, FONDATION D'AUTEUIL s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de soutien et d'écoute psychologique à destination des publics résidant dans les quartiers prioritaires.

Cette action se traduit par la mise en place d'entretiens individuels hebdomadaires de soutien psychologique. Les publics jeunes et adultes sont accueillis sur des créneaux différents.

Cette mission s'exerce dans le cadre d'une enquête menée auprès de la population des Hauts de Vallauris et des acteurs locaux, afin de définir des actions et des objectifs :

- Prendre en charge la souffrance psychique des publics jeunes et adultes du quartier prioritaire ;
- Orienter et accompagner vers les structures de soins.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'association FONDATION D'AUTEUIL pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2019.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 32 175 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

FONDATION D'AUTEUIL reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 4 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association FONDATION D'AUTEUIL par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

L'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage à fournir, et ce jusqu'au terme de la convention, un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de jeunes issus du quartier prioritaire sur le total de jeunes reçus, la répartition par tranches d'âge, sexe ;
- Nombre d'adultes issus du quartier prioritaire sur le total d'adultes reçus, la répartition par tranches d'âge, sexe ;
- Nombre d'adolescents et de jeunes accueillis en grande souffrance psychique ;
- Nombre de jeunes orientés vers un professionnel de santé ;
- Nombre et type d'orientations pour le public jeune et pour le public adulte ;
- Nombre de parents reçus ;
- Typologie des prescripteurs ;
- Moyenne du nombre de séance par jeune et par adulte.

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville et par FONDATION D'AUTEUIL.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

FONDATION D'AUTEUIL s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
 - Plus particulièrement, l'association FONDATION D'AUTEUIL remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
 - A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2020.
 - Si l'association FONDATION D'AUTEUIL est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.
- FONDATION D'AUTEUIL devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association FONDATION D'AUTEUIL, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

FONDATION D'AUTEUIL et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion Sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association
Le Président,

Pour la CASA,
Pour le Président,
La Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville,

Nicolas TRUELLE

Michelle SALUCKI

Com: 4000€ Apprentis d'Antenail Point écoute préventif i7

DEPENSES	MONTANT	RECETTES	MONTANT
60-Achats	250	70-Produits des services et ventes diverses	-€
Prestations de service		ASP	
Fournitures et matériel non stockés	250		
Autres fournitures			
61-Services extérieurs	5 530		
Sous-traitance			
Charges locatives			
Locations	5 180		
Entretien et de réparations	150		
Assurances	200	74-Financements et subventions	32 175
Documentation		CAF	
		cafbonification	
Autres		Conseil Régional	
62-Autres services extérieurs	250	CASA	5 000
Honoraires, rémunérations d'intermédiaires		Etat	5 000
Publicités, publications		Commune	
Déplacements et missions	250	ML	1 507
Services bancaires et autres		Fondation de France	20 668
		ERILIA	
Autres prestations		Autres financements publics	
63-Impôts et taxes & Versements assimilés	-€	Participation AA suite recherche financement	
Taxes sur les salaires		75-Autres produits de gestion courante	-€
Autres Impôts et taxes		Cotisation don, legs	
		Quote-part subventions investissements	
64-Frais de personnel	19 770	76-Produits financiers	
Rémunération du personnel	19 770		
Charges sociales			
Autres charges du personnel		77-Produits exceptionnels	-€
		Participation AA suite recherche financement	
65-Autres charges de gestion courante	6 375	78-Reprises sur amortissements et provisions	
frais de siège	2 105		
Autres charges de gestion courante	4 270		
67-Charges exceptionnelles			
68-Dotations			
Dotations aux amortissements		79-Transfert de charges	
Dotations aux provisions			
Charges fixes de fonctionnement			
86-Emplois des contributions volontaires en nature		87-Contribution volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestation en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	32 175	TOTAL	32 175

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 20/05/2019
Numéro : BC_2019_079
Nature : DE - Deliberations
Objet : Thématique santé - Attribution de subventions aux associations pour 2019
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : b60ldmW

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/06/2019
Identifiant : 006-240600585-20190520-BC_2019_079-DE

Acte reçu

Date : 20/05/2019
Numéro interne : BC_2019_079
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : ThÃ©matique santÃ© - Attribution de subventions aux associations pour 2019
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_079-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 7

- 99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_079-DE-1-1_2.PDF
- 99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_079-DE-1-1_3.PDF
- 99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_079-DE-1-1_4.PDF
- 99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_079-DE-1-1_5.PDF
- 99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_079-DE-1-1_6.PDF
- 99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_079-DE-1-1_7.PDF
- 99_DE-006-240600585-20190520-BC_2019_079-DE-1-1_8.PDF

N